



COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI  
ET DES SALINES DE L'EST

Clichy Pouchet – Bâtiment A  
92 -98 Boulevard Victor HUGO  
92115 Clichy

# DÉCLARATION D'ARRÊT DÉFINITIF DES TRAVAUX MINIERS ET D'UTILISATION DES INSTALLATIONS ASSOCIÉES

## CONCESSION DE MINES DE SEL GEMME DE PERRIGNY (JURA)

---

### Document C

Mémoire décrivant les ouvrages miniers, les travaux  
miniers et les installations minières hors procédure

---

#### *Signataire de la déclaration*

*Patrick DALLA VALLE, Directeur Industriel  
Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est  
Groupe Salins*

Clichy Pouchet – Bâtiment A  
92 – 98 Boulevard Victor HUGO  
92115 Clichy

☎ : 01.75.61.78.00

#### *Chargés du dossier*

*Emmanuel HERTZ, Responsable pôle technique minier  
Wendy LAURENT, Responsable ingénierie administrative minière  
Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est*

17, rue Gabriel PERI  
54 110 Varangéville

☎ : 03.83.18.73.00

***Décembre 2018***



**CONCESSION DE MINES DE SEL GEMME DE PERRIGNY (Jura)**  
**DÉCLARATION D'ARRÊT DEFINITIF DES TRAVAUX MINIER**  
**ET D'UTILISATION DES INSTALLATIONS ASSOCIEES**

---

<b>1. PREAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>2. MEMOIRE DECRIVANT LES OUVRAGES ET LES TRAVAUX HORS PROCEDURE.....</b>	<b>6</b>
2.1. OUVRAGES ET TRAVAUX CONCERNES PAR LA DECLARATION .....	6
2.2. OUVRAGES MINIER AYANT FAIT L'OBJET DE PROCEDURES ANTERIEURES .....	6
2.3. OUVRAGE MINIER CEDE POUR UN USAGE AUTRE QUE MINIER .....	6
<b>3. MEMOIRE DECRIVANT LES INSTALLATIONS DE SURFACE HORS PROCEDURE.....</b>	<b>6</b>
3.1. INSTALLATIONS NON CONCERNEES PAR LA DECLARATION D'ARRET D'UTILISATION .....	6
3.1.1. <i>Vestiges de la saline et des dépendances</i> .....	6
3.1.2. <i>Conduites des rejets de la saline</i> .....	7
3.1.3. <i>Installations ayant fait l'objet de procédures antérieures</i> .....	7
3.2. INSTALLATIONS DONT L'UTILISATION A CESSEE AVANT D'ETRE SOUMISES A PROCEDURE.....	7
3.3. INSTALLATIONS CEDEES POUR UN USAGE AUTRE QUE MINIER.....	7
3.4. TERRAINS D'ASSISE DES OUVRAGES MINIER CEDES APRES DEMOLITION DES INSTALLATIONS .....	9

**Liste des annexes**

**Annexe C-1 :** Plan récapitulatif des installations cédées pour un usage autre que minier



## **1. PREAMBULE**

Le présent document s'appuie sur l'analyse transversale des textes qui se sont succédés dans le domaine des abandons de travaux et d'installations minières extraits du mémento des mines et carrières "Réhabilitation des sites à l'usage des mineurs et des carriers – Mémento des mines et des carrières" édité par la Société de l'Industrie Minérale en septembre 2004 et enregistré sous le numéro ISBN 2-9517765-3-5.

Le décret du 14 janvier 1909 imposait à l'exploitant de déclarer au Préfet l'abandon d'un siège d'exploitation, expression englobant les travaux et les installations nécessaires aux activités d'extraction, dont les ateliers de transformation simple des matériaux extraits et les dépôts des résidus en provenant. Ceci implique que lorsqu'une procédure d'abandon d'un siège d'exploitation a été menée à son terme, toutes les installations et dépôts de stériles ou de déchets, soumis au code minier, faisant partie de ce siège devraient normalement être considérés comme abandonnés.

Le décret du 4 juillet 1972 n'ayant pas repris la notion de siège d'exploitation et n'ayant pas prévu de déclaration d'abandon pour les installations, il en découle que toutes les installations minières et les dépôts de stériles et les résidus de traitement, arrêtés physiquement sous le régime du décret du 4 juillet 1972 (la déclaration devait être déposée à l'Ingénieur en Chef des Mines deux mois avant l'abandon), sont considérés comme régulièrement abandonnés (cf 6° de l'article du décret du 9 mai 1995 modifié).

Le décret du 7 mai 1980 a introduit la nécessité de déclarer l'abandon des installations de toute nature liées à l'exploitation, définition qui englobe les dépôts de stériles miniers et de résidus de traitement.

L'article 84 du code minier (loi du 15 juillet 1994) puis l'article 91 de ce code (loi du 30 mars 1999) qui a remplacé l'article 84, ont l'un et l'autre maintenu la nécessité de déclarer l'arrêt des installations.

Les termes de l'article 91 ont été repris aux articles L. 163.1 à L. 163-9 de la partie législative du Code Minier codifié par l'ordonnance n°2011-91 du 20 janvier 2011.

Enfin, le 6° de l'article 43 du décret 2006-649 du 2 juin 2006 a confirmé le maintien de cette déclaration d'arrêt des installations.

Ainsi, seules les installations minières dont l'exploitation physique a cessé entre le 4 juillet 1972 et le 7 mai 1980 peuvent être considérées comme régulièrement arrêtées si l'abandon des travaux miniers a été mené à son terme.

## **2. MEMOIRE DECRIVANT LES OUVRAGES ET LES TRAVAUX HORS PROCEDURE**

### **2.1. OUVRAGES ET TRAVAUX CONCERNES PAR LA DECLARATION**

Dans le cas du présent dossier, sont considérés comme miniers tous les ouvrages souterrains ayant été réalisés pour la reconnaissance ou l'exploitation du gisement de sel gemme.

Les ouvrages miniers attachés à la concession de PERRIGNY et objets de la présente déclaration sont les sondages n°1 à 6.

A noter que tous les ouvrages miniers de la concession de PERRIGNY sont verticaux, en conséquence, l'emprise des travaux miniers est limitée à la surface occupée par l'orifice des sondages et des puits.

Ainsi, tous les ouvrages et les travaux sont concernés par la déclaration.

### **2.2. OUVRAGES MINIERES AYANT FAIT L'OBJET DE PROCEDURES ANTERIEURES**

Aucun ouvrage minier d'exploitation ou de reconnaissance du sel dans le périmètre de la concession de PERRIGNY ou en dehors de ce périmètre, n'a fait l'objet d'une procédure antérieure d'abandon ou d'arrêt définitif, ni partiel ni total entre la date d'institution (4 juillet 1892) et la date de déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation des installations associées.

### **2.3. OUVRAGE MINIER CEDE POUR UN USAGE AUTRE QUE MINIER**

Il n'existe, dans le périmètre de la concession de PERRIGNY ou en dehors de ce périmètre, aucun ouvrage minier cédé pour un usage autre que minier.

## **3. MEMOIRE DECRIVANT LES INSTALLATIONS DE SURFACE HORS PROCEDURE**

La Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est n'est propriétaire d'aucun terrain ni d'aucun bâtiment dans le périmètre de la concession de PERRIGNY.

### **3.1. INSTALLATIONS NON CONCERNEES PAR LA DECLARATION D'ARRET D'UTILISATION**

#### **3.1.1. Vestiges de la saline et des dépendances**

Les éléments décrits ci-après ne sont donnés qu'à titre de mémoire car ces installations ne sont pas soumises à la procédure de déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation des installations associées.

La saline de Montaigu ferma en 1959. En 1963, les bâtiments de la saline sont rachetés par la société Grosjean qui les utilise comme cave d'affinage jusqu'en 1975. Le bâtiment d'évaporation est démoli. La cheminée d'usine est abattue en 1983.

**CONCESSION DE MINES DE SEL GEMME DE PERRIGNY (Jura)  
DÉCLARATION D'ARRÊT DEFINITIF DES TRAVAUX MINIER  
ET D'UTILISATION DES INSTALLATIONS ASSOCIEES**

---



**Figure C- 1 : Plan parcellaire de la saline de Montaigu en 1943**

Il subsiste des anciennes installations un bassin de stockage, actuellement utilisé par la Ville de Lons-le-Saunier en tant que réservoir de saumure.

### 3.1.2. Conduites des rejets de la saline

Des documents faisant référence à un canal d'évacuation des eaux usées de la saline se déversant dans la Vallière ont été retrouvés dans les archives. Cette conduite de 222 m de long et probablement construite en 1897, débouchait sous un barrage en aval de l'ancienne filature PATARD.

Il ne subsiste à l'heure actuelle plus aucune trace des installations quelles qu'elles soient.

### 3.1.3. Installations ayant fait l'objet de procédures antérieures

Il n'existe, dans le périmètre de la concession de PERRIGNY ou en dehors de ce périmètre, aucune installation de surface associée aux travaux miniers qui ait déjà fait l'objet d'une procédure d'abandon ou d'arrêt définitif, ni partiel ni total.

## **3.2. INSTALLATIONS DONT L'UTILISATION A CESSEE AVANT D'ETRE SOUMISES A PROCEDURE**

Il n'existe, dans le périmètre de la concession de PERRIGNY ou en dehors de ce périmètre, aucune installation de surface dont l'utilisation a cessé avant d'être soumise à procédure.

## **3.3. INSTALLATIONS CEDEES POUR UN USAGE AUTRE QUE MINIER**

Par acte du 2 décembre 1964 fait par Me TANNIERE notaire à Lons-le-Saunier, la Société Salinière de l'Est a cédé à Monsieur COTTIER la parcelle cadastrée section C lieudit « Au près

de Manche » n°608 du territoire de la commune de Perrigny. Il s'agit de la parcelle d'assise du sondage n°1. Il est spécifié dans l'acte de l'existence d'une exploitation de sel en sous-sol et que le terrain est de ce fait sujet aux affaissement. Il n'est fait aucune mention du trou de sonde et du chevalement. Le chevalement a été détruit dans les années 70. Il est mentionné la présence d'une canalisation d'eau douce alimentant la maison du gardien.

La maison du gardien située sur cette parcelle a quant à elle été vendue à Monsieur COTTIER et Madame SACCARD par acte notarié du 26-27 avril 1966. Il est spécifié dans l'acte de l'existence d'une exploitation de sel en sous-sol et que le terrain est de ce fait sujet aux affaissement. Il est mentionné l'existence d'un point d'eau et de deux canalisations. Ce point d'eau, au moyen d'une des canalisations, alimentait la maison du gardien. Le trop plein du point d'eau était évacué par la seconde canalisation, implantée le long de la limite Sud-Ouest de la parcelle.

Par acte du 12 juin 1967 fait par Me TANNIERE notaire à Lons-le-Saunier, la Société Salinière de l'Est a cédé à la commune de Lons-le-Saunier les parcelles cadastrées section C lieudit « En Tappes » n°260 et 261 p<sup>1</sup> du territoire de la commune de Perrigny. Sont comprises dans cette vente toutes les constructions édifiées en surface à l'exception du sondage et du matériel utilisé à l'extraction de l'eau salée. Il s'agit des parcelles et constructions de surface du sondage n°4.

Les conditions d'exploitation du sondage n°4 ainsi que l'utilisation et l'entretien du matériel d'extraction ont été définies par une convention établie entre la Société Salinière de l'Est et la commune de Lons-le-Saunier en date du 27 janvier 1967. Les conditions établies sont les suivantes :

- Mise à disposition, moyennant redevance, du sondage, du matériel et de l'outillage.
- Dénonciation de la convention au plus tôt le 27/01/96.
- Les frais d'exploitation, d'entretien, de grosses réparations et frais engagés pour l'établissement d'un nouveau sondage sont à la charge de la Ville de Lons-le-Saunier.

Le 18 juin 1971, un avenant à la convention a été signé entre la ville de Lons-le-Saunier et la société salinière de l'est :

*[...] Il est convenu entre les soussignés, par dérogation limitative aux Articles II (2<sup>e</sup> alinéa) et III (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> alinéa, ce qui suit :*

- *La Ville de LONS-LE-SAUNIER est autorisée à servir, au départ du sondage de PERRIGNY, les besoins des services locaux utilisateurs d'eau salée pour le déglçage des routes ;*
  - *La Ville de LONS-LE-SAUNIER indiquera, au fur et à mesure des livraisons, les éléments nécessaire à leur facturation aux services utilisateurs par la COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST ;*
  - *La Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est remboursera à la Ville de LONS-LE-SAUNIER, sur présentation de factures, les frais d'exploitation relatifs à ces livraisons, selon un taux par m<sup>3</sup> arrêté d'un commun accord entre les parties ;*
- [...]*

Les parcelles et bâtiments cédés avaient pour vocation principale l'alimentation des thermes de Lons-le-Saunier, soit une activité non minière.

Un plan récapitulatif des surfaces cédées est porté en annexe C-1.

Il apparaît ainsi que toutes les installations indispensables à l'exploitation minière des sondages (sondage n°4) telles que définies à l'article L.153-3 du Code Minier ont été cédées pour un usage autre que minier et que l'acquéreur, la Ville de Lons-le-Saunier, les a acceptées dans leur état.

---

<sup>1</sup> Actuellement parcelles 305, 306, 308, 310 et 311



**3.4. TERRAINS D'ASSISE DES OUVRAGES MINIERS CEDES APRES DEMOLITION DES  
INSTALLATIONS**

Par acte du 2 décembre 1964 fait par Me TANNIERE notaire à Lons-le-Saunier, la Société Salinière de l'Est a cédé à Monsieur COTTIER les parcelles cadastrées section C lieudit « En Rochat » n°275p et 276 p, lieudit « Aux Rochats » n°843 et 848 du territoire de la commune de Perrigny. Il s'agit des parcelles d'assise des sondages n°2, n°3 et n°5. Il est spécifié dans l'acte de l'existence d'une exploitation de sel en sous-sol et que le terrain est de ce fait sujet aux affaissement.

Par acte du 18 juin 1965 fait par Me TANNIERE notaire à Lons-le-Saunier, la Société Salinière de l'Est a cédé à Monsieur RIGAUD et Madame BOIS la parcelle cadastrée section C lieudit « En Chapotier » n°273p du territoire de la commune de Perrigny. Il s'agit de la parcelle d'assise du sondages n°6. Il est spécifié dans l'acte de l'existence d'une exploitation de sel en sous-sol et que le terrain est de ce fait sujet aux affaissement.